



Stéphane Le Rudulier

1 langue

Article [Discussion](#)

Lire [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

Stéphane Le Rudulier, né le 9 décembre 1973 à [Lille](#) ([Nord](#)), est un [homme politique français](#).

Maire divers droite de [Rognac](#) ([Bouches-du-Rhône](#)), de 2016 à 2020, il est élu [sénateur](#) de ce département en [septembre 2020](#) sous l'étiquette [Les Républicains](#).

Biographie

[[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 1997, il fait ses débuts, à l'âge de 24 ans, chez [Altran](#) comme conseiller en organisation¹.

En 2003, il devient « conseiller technique » [[Quoi ?](#)] du maire divers droite de [Rognac](#) Jean-Pierre Guillaume, puis lui succède en 2016². Sous sa gestion, la municipalité connaît un taux exceptionnellement élevé de démissions de ses agents.

D'anciens salariés témoignent d'une « ambiance délétère » à la mairie, notamment due aux récurrentes crises de colère du maire ou de sa première adjointe³.

Il obtient en 2011 un doctorat à l'[Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence](#) avec une thèse sur le thème de « l'e-démocratie », dont la moitié est un plagiat, selon [Le Monde](#)².

En septembre 2020, il est élu au [Sénat](#)⁴. Il cède alors son fauteuil de maire de Rognac à Sylvie Miceli-Houdais (UDI), son ancienne première adjointe, tout en conservant officieusement une grande influence sur les affaires de la mairie. Resté conseiller municipal, il présente une grande partie des délibérations, tandis que l'un de ses fils est recruté au sein du centre de supervision urbaine municipal³.

Fin 2021, il devient porte-parole de la candidature d'Éric Ciotti au [congrès des Républicains](#)².

Le 4 août 2022, il est nommé à la tête de la fédération LR des [Bouches-du-Rhône](#) par le bureau politique du parti⁵, fonction déjà assurée depuis les départs de la secrétaire départementale [Martine Vassal](#) et de

Stéphane Le Rudulier

IMAGE MANQUANTE

Une illustration sous licence libre serait la bienvenue

Fonctions

Sénateur français

En fonction depuis le 1^{er} octobre 2020
(5 ans, 6 mois et 5 jours)

Élection [27 septembre 2020](#)

Circonscription [Bouches-du-Rhône](#)

Groupe politique [REP](#)

Maire de Rognac

30 janvier 2016 – 31 octobre 2020
(4 ans, 9 mois et 1 jour)

Élection [30 janvier 2016](#)

Réélection [24 mai 2020](#)

Prédécesseur [Jean-Pierre Guillaume](#)

Successeur [Sylvie Miceli-Houdais](#)

Biographie

Date de naissance [9 décembre 1973](#)
(52 ans)

Lieu de naissance [Lille](#) ([France](#))

Nationalité [Française](#)

Parti politique [RPR](#)
[UMP](#)
[LR](#)

[modifier](#)



Renaud Muselier, qui dès le 26 février 2022 avait annoncé soutenir **Emmanuel Macron** pour l'**élection présidentielle** : « C'est pourquoi je soutiendrai [Emmanuel Macron] et voterai pour [lui], après mûre réflexion et sans hésitation »⁶.

C'est Stéphane Le Rudulier qui menait depuis mars 2022⁷ la fédération LR des Bouches-du-Rhône, notamment lors des **législatives de juin 2022**, où elle **est passée sous les 10 %**, perdant ses cinq circonscriptions^{2,8}, dans un département où l'**abstention** est massive, la 7^e circonscription **battant le record de France**⁹.

Lors du congrès des Républicains de 2022, Stéphane Le Rudulier soutient **Bruno Retailleau**, estimant que si sa ligne politique est proche de celle d'Éric Ciotti, Bruno Retailleau est plus rassembleur¹⁰. Il choisit en août 2023 de participer à la rentrée politique de **Gérald Darmanin** à **Tourcoing** (Nord), plutôt qu'à celle d'Eric Ciotti au **Cannet** (Alpes-Maritimes)³. Il rejoint en 2024 le Rassemblement pour la région (RPR), un parti lancé cette même année par **Renaud Muselier** et rassemblant essentiellement des élus ex-LR passés à **Renaissance**¹¹.

Prises de position [modifier | modifier le code]

En décembre 2022 aussi, il défend une proposition de loi visant à inclure dans la **loi de 1905 sur la laïcité** les **santons**, les **galettes des rois** ou encore les **œufs de Pâques**¹².

Au sein de son parti [modifier | modifier le code]

En février 2023, il fait partie des critiques les plus virulents contre **Aurélien Pradié**, l'ancien numéro 2 du parti LR, partisan d'un retour à « la droite populaire »¹³ mais accusé d'intransigeance par le numéro un du parti Éric Ciotti sur les carrières longues dans le débat sur les retraites¹³. Une semaine après l'éviction d'Aurélien Pradié, il déclare à l'**Agence France-Presse** qu'il « a agi plus par ambition personnelle pour une visibilité médiatique que sur le fond même de la réforme »¹³.

Interdictions spécifiques pour les HLM [modifier | modifier le code]

Il dépose en juillet 2023 une proposition de loi afin d'interdire les HLM aux familles de mineurs reconnus coupables d'un crime ou d'un délit. Si ces familles occupent déjà une HLM, elles devront le libérer « dans les plus brefs délais » après la condamnation¹⁴.

Pénalisation de l'antisionisme [modifier | modifier le code]

En octobre 2023, dans le contexte de l'**attaque du Hamas contre Israël**, il soumet un projet de loi visant à pénaliser l'**antisionisme**.

Interdiction de partis politiques de gauche [modifier | modifier le code]

Il appelle également à la dissolution de **La France insoumise**, du **Nouveau parti anticapitaliste**, de la **Jeune Garde antifasciste**, des **Indigènes de la République** et de **Révolution permanente** pour « **apologie du**

[terrorisme](#) et [antisémitisme](#) »^{15,16}. Le député écologiste [Benjamin Lucas](#) dénonce « une dérive extrêmement grave […]». Aucun désaccord ne justifie de vouloir réduire au silence une formation politique républicaine, représentée au Parlement »¹⁷.

Volonté d'interdire les désistements lors des élections [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après les résultats du premier tour des [élections législatives anticipées de 2024](#), il dépose une [proposition de loi](#) pour empêcher les désistements dans les [triangulaires](#) ou [quadrangulaires](#) pour faire [barrage à l'extrême droite](#)^{18,19}, justifiant que ce sont des « tripatouillages »²⁰ qui « maquillent le résultat »²⁰.

Controverses [[modifier](#) | [modifier le code](#)]



Cet article possède une liste de controverses qui par leur accumulation excessive rend l'article non neutre (novembre 2025).

Wikipédia n'est pas un catalogue de controverses. Modifiez l'article pour rendre ce dernier **plus neutre** ou [discutez-en](#).

Embauche d'un assistant parlementaire [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Il embauche en 2020 en tant qu'[assistant parlementaire](#) à mi-temps Claude Filippi, diplômé d'études supérieures en aménagement du territoire, maire de [Ventabren](#) ([Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)) de 2001 à 2022, condamné à la suite d'une altercation avec ses opposants qui distribuaient un tract anonyme. Peines annulées et réduites à une simple amende par la cour d'appel d'Aix-en-Provence le 2 octobre 2013²¹, puis faisant l'objet en 2021 d'un signalement de l'opposition municipale par le biais de l'association [Anticor](#) pour « des opérations immobilières suspectes » au bénéfice de ses proches².

Thèse en partie plagiée [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Alors que [Gérard Larcher](#), président du Sénat, l'appelle ostensiblement « professeur » quand il le croise², une vérification du quotidien [Le Monde](#) révèle de « sérieux soupçons de plagiat » en prouvant que « plus de la moitié de la thèse » qu'il a présentée résulte « de copiés-collés grossiers de sources antérieures »², via une analyse de ce document, « consultables en version papier dans des bibliothèques d'Aix »². Cette vérification suit de plus d'un mois un long article dans le quotidien [Le Monde](#) montrant comment de nombreux députés « trafiquent leur propre fiche Wikipédia » mais sans citer Stéphane Le Rudulier²² et selon lequel les nombreuses retouches effectuées sur Wikipédia par des collaborateurs des députés « sont de bonne guerre », selon Fabricio Cardenas, présenté par l'article comme l'un des principaux contributeurs de Wikipédia²². Selon l'article dans [Le Monde](#), une biographie d'un député sur deux en a bénéficié²².

Citée dans les versions initiales de sa biographie Wikipédia, son rattachement comme « membre associé » du [Cherpa](#), un laboratoire de recherche rattaché à l'[IEP d'Aix-en-Provence](#) est jugé « purement théorique » par l'enquête dans [Le Monde](#)², car n'ayant « donné lieu à aucune recherche ou publication, faute de temps, comme le reconnaît lui-même l'intéressé »².

Exclusion de Wikipédia après la coupe dans sa biographie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Selon un autre article dans *Le Monde*, il a écrit lui-même sa biographie sur Wikipédia, en contribuant 8 fois sous son propre nom, du 17 mars au 4 avril 2022, puis tenté le 17 juillet 2022 de supprimer en bloc les ajouts d'autres contributeurs lui déplaisant, concernant l'article du *Monde* sur le plagiat contenu dans sa thèse. Cette suppression est révoquée 12 minutes après et l'article mentionne immédiatement que son compte Wikipédia a été bloqué pour une durée indéterminée^{23,24}.

Utilisation d'argent public à des fins autres que le bien public [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le journal *Le Monde* rapporte que l'utilisation du sénateur LR de son avance de **frais de mandat** afin de couvrir certaines dépenses (stylos de luxe à plus de 900 euros, pochettes en cuir pour plus de 1 000 euros, cartable à 650 euros, achats de cigares pour près de 1 000 euros, restaurants de luxe) suscite des interrogations au sein du comité de déontologie de la chambre³.

Le journal *Marsactu* révèle en 2024 que des dépenses s'élevant à plusieurs dizaines de milliers d'euros par an, sans lien apparent avec l'activité de la mairie, ont été effectuées aux frais de la municipalité de Rognac par l'ancien maire Stéphane Le Rudulier et sa successeuse Sylvie Miceli-Houdais^{25,26}. Une enquête préliminaire est ouverte le 17 avril 2024 par le parquet d'Aix-en-Provence²⁶.

Réforme des retraites [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Proposition d'instituer plus de capitalisation [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Article détaillé : [Mouvement social contre le projet de réforme des retraites en France de 2023](#).

La **contestation du projet de réforme des retraites** se durcit dans son département des **Bouches-du-Rhône**, des syndicalistes affirmant que le gouvernement veut « supprimer le système par répartition pour mettre en place la capitalisation »²⁷, après son amendement pour introduire une part de capitalisation dans le système des retraites²⁸, défendu sur les chaînes de télévision^{28,29} avec le soutien de 30 de ses collègues²⁹.

Des brasiers ayant été allumés avec des poubelles et toutes sortes de détritrus urbains **place de la Concorde** à Paris le 16 mars à Paris³⁰, il tente une « comparaison », jugée « excessive » par *Le Figaro*, avec les **manifestations antiparlementaires du 6 février 1934**, qui avaient fait 19 morts et plus de 2 000 blessés au même endroit, dans le sillage de l'**affaire Stavisky**³⁰.

Statistiques et faits contestés [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En mars 2023, son nom apparaît dans plusieurs articles de **vérification des faits**^{31,32}, émanant de *Libération* et *France Info*. Pour appuyer sa proposition de loi de limiter le droit de grève dans les raffineries et les transports de produits pétroliers à trois jours par semaine²⁸, il publie un graphique contesté affirmant que la France est « la championne du monde des grèves », amenant des chaînes de télévision à citer avec prudence des experts affirmant eux que « la comparaison est compliquée, car tous les pays ne comptabilisent pas les jours de grève de la même manière », en citant le cas des États-Unis, où « seules les grèves de plus de 1 000 employés sont comptabilisées »³² et de l'Espagne, où les grèves générales ne sont

pas comptabilisées³³. Il fait au même moment partie avec [Philippe Vigier](#), député Modem d'[Eure-et-Loir](#), des quelques élus s'étant félicités, de manière erronée, d'avoir obtenu en commission mixte paritaire (CMP) que les carrières longues ne cotisent pas plus de 43 annuités³¹, un « nouveau pataquès, faisant un lien entre le feuilleton des carrières longues et le [désastre de la communication autour des 1 200 euros](#) », selon le journaliste de [Public Sénat](#) Louis Mollier-Sabet.

Conflit avec le maire de Marseille [modifier | modifier le code]

En novembre 2023, dans une interview au journal *Le Figaro*, Stéphane Le Rudulier accuse [Benoît Payan](#), maire de [Marseille](#), d'être « le plus grand responsable de l'ensauvagement de Marseille » et de se placer « du côté des trafiquants de drogue »³⁴. En réponse, Benoît Payan annonce trois jours plus tard porter plainte contre le sénateur pour injures et diffamation³⁵.

Accusations de violences physiques [modifier | modifier le code]

L'ancienne maire de Rognac dépose plainte contre lui en 2026 et l'accuse de l'avoir étranglée et frappée à plusieurs reprises en 2024 ; il dément mais certains membres de l'administration municipale confirment³⁶.



Notes et références [modifier | modifier le code]

- ↑ « M. Stéphane LE RUDULIER - Sénateur (LR) des Bouches-du-Rhône (depuis 2020) [archive] », sur *lesbiographies.com* (consulté le 1^{er} octobre 2023)
- ↑ ^a ^b ^c ^d ^e ^f ^g ^h ⁱ et ^j « Stéphane Le Rudulier : des ombres dans le parcours du « professeur », figure montante des Républicains », *Le Monde.fr*, 15 juillet 2022 (lire en ligne [archive], consulté le 15 juillet 2022).
- ↑ ^a ^b ^c et ^d « Les arrangements avec les règles du sénateur (LR) Stéphane Le Rudulier », *Le Monde.fr*, 19 novembre 2023 (lire en ligne [archive], consulté le 19 novembre 2023)
- ↑ « Sénatoriales 2020 [archive] », sur *senatoriales2020.senat.fr* (consulté le 15 juillet 2022).
- ↑ « Le sénateur Stéphane Le Rudulier nommé secrétaire départemental de LR [archive] », sur *Marsactu* (consulté le 4 août 2022)
- ↑ « Renaud Muselier, ancien élu des Républicains, annonce son soutien à Emmanuel Macron », *Le Monde.fr*, 26 février 2022 (lire en ligne [archive], consulté le 17 mai 2022).
- ↑ Christophe Casanova, « Stéphane Le Rudulier à la tête des derniers pro-Pécresse [archive] », sur *lamarseillaise.fr* (consulté le 16 juillet 2022).
- ↑ « Stéphane Le Rudulier, chef de la fédération LR des Bouches-du-Rhône : "La droite a perdu l'électorat populaire de Chirac et Sarkozy" [archive] », sur *LaProvence.com*, 24 juin 2022 (consulté le 16 juillet 2022).
- ↑ « Résultats législatives 2022 : le plus haut taux national d'abstention est dans les Bouches-du-Rhône [archive] », sur *France 3 PACA*, 13 juin 2022.
- ↑ « Pas encore déclaré, Retailleau engrange des soutiens pour la tête de LR », *La Croix*, 2 septembre 2022 (ISSN 0242-6056, lire en ligne [archive]).
- ↑ Stéphanie Harounyan, « A Marseille, trois «RPR» pour le prix d'un [archive] », sur *Libération*, 16 février 2024
- ↑ Hadrien Brachet, « Laïcité : Un sénateur LR veut inscrire l'œuf de Pâques dans la loi de 1905… et ce n'est pas une blague [archive] », sur *marianne.net*, 22 décembre 2022.
- ↑ ^a ^b et ^c « Aurélien Pradié, le pari audacieux de la droite populaire [archive] », sur *Le Point*, 24 février 2023 (consulté le 1^{er} octobre 2023)

14. ↑ « Émeutes: un sénateur LR veut interdire les HLM aux familles de jeunes condamnés, le PCF veut favoriser la construction [archive] », sur *aefinfo.fr*.
15. ↑ « Le sénateur Stéphane Le Rudulier dépose un projet de loi contre l'antisionisme [archive] » , sur *The Times of Israël*, 3 octobre 2023 (consulté le 9 octobre 2023)
16. ↑ « Un sénateur LR veut pénaliser l'antisionisme et demande la dissolution de LFI [archive] » , sur *rmc.bfmtv.com*, 9 octobre 2023 (consulté le 9 octobre 2023)
17. ↑ Chez Pol, « Des élus LR et Renaissance souhaitent la dissolution de LFI après le communiqué sur l'attaque du Hamas [archive] », sur *Libération*, 11 octobre 2023
18. ↑ Dorian Vidal, « Législatives 2024.Un sénateur LR veut mettre fin aux désistements, « dangers pour la démocratie » [archive] », sur *Ouest-France.fr*, 1^{er} juillet 2024 (consulté le 12 décembre 2024)
19. ↑ « Législatives 2024 : un sénateur LR veut interdire les désistements [archive] », sur *SudOuest.fr*, 1^{er} juillet 2024 (consulté le 12 décembre 2024)
20. ↑ ^a et ^b « Législatives: "On maquille le résultat", un sénateur LR veut interdire les désistements [archive] », sur *rmc.bfmtv.com* (consulté le 12 décembre 2024)
21. ↑ « La condamnation de Claude Filippi allégée en appel [archive] », sur *laprovence.com*, 31 octobre 2013 (consulté le 11 novembre 2023)
22. ↑ ^a ^b et ^c « Comment des députés trafiquent leur propre fiche Wikipédia », *Le Monde.fr*, 7 juin 2022 (lire en ligne [archive], consulté le 1^{er} octobre 2023)
23. ↑ Thierry Noisette, « Un sénateur LR bloqué sur Wikipédia après avoir tenté de censurer son article [archive] », sur *L'Obs*, 17 juillet 2022 (consulté le 17 juillet 2022).
24. ↑ « Un compte affilié à un sénateur bloqué par Wikipedia « pour une durée indéfinie » [archive] », sur *nextinpact.com* (consulté le 20 juillet 2022).
25. ↑ « La carte bancaire de la mairie de Rognac a-t-elle réglé plusieurs dizaines de milliers d'euros de dépenses personnelles? [archive] », sur *francebleu.fr*, 14 mai 2024
26. ↑ ^a et ^b « Les factures de la maire de Rognac et de son prédécesseur interrogent la justice », *Le Monde.fr*, 28 mai 2024 (lire en ligne [archive], consulté le 28 mai 2024)
27. ↑ « Montpellier : la contestation de la réforme des retraites monte d'un cran [archive] », sur *midilibre.fr* (consulté le 1^{er} octobre 2023)
28. ↑ ^a ^b et ^c « Le sénateur Stéphane le Rudulier veut limiter le droit de grève dans les raffineries [archive] », sur *France Bleu*, 8 mars 2023 (consulté le 1^{er} octobre 2023)
29. ↑ ^a et ^b Guillaume Jacquot, « Réforme des retraites : la droite du Sénat pousse pour une dose de capitalisation obligatoire [archive] », sur *Public Sénat*, 1^{er} mars 2023 (consulté le 1^{er} octobre 2023)
30. ↑ ^a et ^b « «Paris, soulève-toi !» : comment une manifestation sauvage a viré au chaos à deux pas de l'Assemblée nationale [archive] », sur *Le Figaro*, 17 mars 2023 (consulté le 1^{er} octobre 2023)
31. ↑ ^a et ^b Checknews, « «Pas plus de 43 ans de cotisation pour les carrières longues» : confusion et intox après le compromis adopté en CMP [archive] », sur *Libération* (consulté le 1^{er} octobre 2023)
32. ↑ ^a et ^b « VRAI OU FAKE : La France est-elle la championne du monde des grèves ? [archive] », sur *francetvinfo.fr*, 16 mars 2023 (consulté le 1^{er} octobre 2023)
33. ↑ Journal de Télématin, le 20 mars 2023.
34. ↑ « Stéphane Le Rudulier : «Il y a un sentiment d'impunité à Marseille» [archive] », sur *Le Figaro*, 4 novembre 2023 (consulté le 7 novembre 2023)
35. ↑ « Accusé par un sénateur LR d'être "du côté des trafiquants", le maire de Marseille Benoit Payan porte plainte [archive] », sur *laprovence.com*, 7 novembre 2023 (consulté le 7 novembre 2023)
36. ↑ « Le sénateur LR Stéphane Le Rudulier accusé de violences volontaires par l'ex-maire de Rognac », *Le Monde*, 6 mars 2026 (lire en ligne [archive], consulté le 6 mars 2026)

- Ressources relatives à la vie publique ✎ : [Haute Autorité pour la transparence de la vie publique](#) • [Sénat](#)
- Notices d'autorité ✎ : [VIAF](#) • [ISNI](#) • [IdRef](#)

v · m	Parlementaires des Bouches-du-Rhône	[masquer]
Députés	<p>Monique Griseti · Laurent Lhardit · Gisèle Lelouis · Manuel Bompard · Hendrik Davi · Olivier Fayssat · Sébastien Delogu · Romain Tonussi · Joëlle Mélin · José Gonzalez · Marc Pena · Franck Allisio · Emmanuel Fouquart · Gérault Verny · Romain Baubry · Emmanuel Taché</p>	
Sénateurs	<p>Jérémy Bacchi · Guy Benarroche · Brigitte Devésa · Valérie Boyer · Marie-Arlette Carlotti · Mireille Jouve · Stéphane Le Rudulier · Stéphane Ravier</p>	

	Portail de la politique française		Portail des Bouches-du-Rhône
			Portail du conservatisme

<p>Catégories : Naissance en décembre 1973 Naissance à Lille Maire des Bouches-du-Rhône Maire membre des Républicains Sénateur des Bouches-du-Rhône Sénateur de la Cinquième République française Sénateur membre des Républicains [+]</p>

La dernière modification de cette page a été faite le 8 mars 2026 à 12:10.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Politique de confidentialité](#) [À propos de Wikipédia](#) [Avertissements](#) [Contact](#) [Contacts juridiques & sécurité](#) [Code de conduite](#)

[Développeurs](#) [Statistiques](#) [Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)